

<http://ugtg.org/spip.php?article449>



Guadeloupe - La grève de 1975 dans l'industrie sucrière

- La Centrale UGTG - Mémoire des luttes -



Date de mise en ligne vendredi 25 juillet 2008

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Moins de deux ans après sa création, l'UGTG sera brusquement portée au devant de la scène, propulsé par l'un des plus grands mouvements sociaux que la Guadeloupe aura jamais connu : la grève de 1975 dans l'industrie sucrière.

A l'instar de celle de 1971, la grève de 1975 sera déclenchée à la suite de la signature d'un accord de trahison des intérêts des ouvriers industriels et agricoles par la CGTG et la CFDT avec les usiniers.

Mais contrairement à celle de 1971, la grève de 1975 n'est pas intervenue comme une révolte populaire canalisée ; elle a été longuement et minutieusement préparée : durant tout l'hivernage 1974, l'UTA-UPG a organisé de façon systématique et spectaculaire la séquestration tour à tour de tous les directeurs d'usine. Il s'agissait pour l'UTA-UPG d'une part d'obtenir pour les planteurs une ristourne sur les cannes vendues en 1974 et, d'autre part de faire admettre la présence de l'UPG au sein de la Commission Interprofessionnelle de la Canne et du Sucre (CICS). Cette instance dirigée par l'Etat (Direction Départementale de l'Agriculture) était la seule habilitée à prendre toute décision concernant les planteurs et les usiniers.

C'est donc ainsi que l'UPG fût admise officiellement au sein de la CICS où elle pût dès 1974 poser le problème de la fixation du prix de la tonne de canne.

Cette revendication, argumentée par une étude économique réalisée par les experts de l'UPG et relayée médiatiquement dans toute la Guadeloupe eut un écho tel que le pouvoir tel que le pouvoir politique se sentait acculé et hésitait à prendre une position tranchée. Dépassée par la pertinence du problème posé, l'Administration locale s'en remit à l'autorité de l'Etat Central. Une délégation composée de deux planteurs (Sostène GENDREY & Rosan MOUNIEN), de deux usiniers (Amédée HUYGUES-DESPOINTES & GARON) et d'un fonctionnaire de l'agriculture (COURBOIS) fût envoyée à Paris en Janvier 1975. De conciliabules en négociations, personne ne voulût prendre de décision ni répondre clairement au problème posé à savoir : La fixation du prix de la tonne de canne en Guadeloupe en fonction de son coût moyen de production. Une seule décision fût prise : celle d'envoyer un expert du Ministère de l'Agriculture, l'ingénieur général René SAUGER.

La venue de R. SAUGER en Guadeloupe au courant de la 3eme semaine de Janvier 1975 ne changea en rien les données du problème même si techniquement le dossier avançait ; c'est d'ailleurs au cours d'une négociation avec SAUGER à la Sous-Préfecture que le clash se produisit entre l'UPG et les usiniers qui refusaient même les propositions timides de SAUGER pourtant en leur faveur.

A l'origine de la grève il y eût donc deux revendications essentielles :

- L'exigence de fixation du prix de la tonne de canne en fonction de son coût moyen de production et non pas uniquement en fonction de sa richesse saccharine ;
- La suppression du Salaire Minimum Agricole Garanti (SMAG) et l'alignement des salaires agricoles sur ceux de l'industrie (SMIC) ; soit l'effacement du différentiel de 20% qui existait entre ouvriers d'usines et ceux des champs.

Face aux tergiversations de l'Administration, à l'intransigeance et à l'arrogance des usiniers et à la capitulation des autres syndicats, l'UTA-UPG et l'UGTG prirent seules leurs responsabilités et déclenchèrent début février 1975 une grève générale illimitée dans l'industrie sucrière.

Pendant un mois et demi, la grève sera totale dans les champs y compris chez les planteurs ; et sera largement suivie dans les usines qui de toute façon ne pouvaient fonctionner sans canne. Ni les usiniers, ni l'administration en dépit des apports répétés des grévistes ne se sentirent obligés d'ouvrir les négociations. Loin s'en fallut...

Les ouvriers agricoles vont être systématiquement remplacés par des travailleurs Haïtiens fraîchement amenés en

Guadeloupe pour la circonstance. Ces travailleurs Haïtiens en situation irrégulière étaient traités comme du bétail : des CRS les conduisaient par camions bâchés sur les lieux de travail, les surveillaient pendant le travail puis les parquaient le soir par groupes importants dans les hangars également protégés afin qu'ils ne puissent avoir aucun contact avec la population autochtone.

Nous assistons alors à une sorte de répétition de l'histoire. Des moyens policiers considérables furent mis à la disposition des usiniers : des barrages policiers interdisent aux grévistes l'accès aux habitations sucrières ; les chantiers de coupe où opèrent les Haïtiens sont également quadrillés par les forces de l'ordre ; les usines elles mêmes sont protégées par un important dispositif policier.

L'étau policier s'était resserré autour des grévistes, au point qu'ils n'avaient plus aucune liberté de manoeuvre et ne pouvaient donc mener aucune action significative en dehors de manifestations de rue loin des lieux de la grève, comme à Pointe à Pitre ou à Basse-Terre par exemple. La plus forte concentration des forces armées s'était faite autour des habitations et de l'usine de Grosse-Montagne au Lamentin, propriétés du béké Charles SIMONET. Après un mois et demi de grève, les travailleurs, gagnés par l'impuissance et le découragement reprenaient un à un le chemin des champs et des usines. C'en était fini de la grève qui n'avait plus aucune efficacité. Pour ne pas se couper de leur base et afin de pouvoir se réorganiser, les dirigeants de l'UTA-UPG décidèrent avec les travailleurs au cours d'une réunion tenue le 21 mars 1975 de reprendre le travail dès le lundi suivant. Un communiqué fut même publié à cet effet.

C'est alors que le samedi 22 mars 1975 survint un événement extraordinaire : [Chérubin CELESTE, prêtre de la paroisse du Lamentin, entama une grève de la faim](#) ; après avoir fustigé les méthodes et agissements inhumains de l'usinier SIMONET, le parti pris de l'Etat et le silence et la passivité complice des élus politiques qui laissaient faire. Devant la gravité de la décision du prêtre et la profondeur de son engagement l'UTA-UPG et l'UGTG reconvoquèrent les travailleurs et leurs instances : tous décidèrent de relancer le mouvement dès le lundi 24 mars.

Débutent alors deux folles semaines d'actions de masse de grande envergure qui mobilisent tout ce que la Guadeloupe compte comme force vives : Travailleurs des autres ecteurs, Enseignants, Etudiants & Lycéens, Personnalités civiles & religieuses, Artistes..., tous prenaient position et la plupart manifestent leur soutien et viennent à la Chapelle de Grosse-Montagne, qui pour se recueillir, qui pour participer à l'action. Ce mouvement débouche sur la création de nombreux comités de soutien sur tout le territoire de la Guadeloupe.

Les femmes tiennent alors une place prépondérante : la détermination qu'elles affichent lors des moments difficiles et l'importance de leur participation ne peut être passé sous silence. En plus des militantes syndicales, il y a autour du Père CELESTE un nombre important de mères de famille, membres de la Communauté Chrétienne qui s'engagent sans limite dans l'action. Présentes sur le terrain durant la journée, ce sont-elles encore qui le soir venu, s'occupent de l'intendance et veillent avec les hommes autour du Père CELESTE pour parer à une éventuelle agression.

Jusqu'alors anonymes certaines, telles MERANIE, Odette NINI, ROGER, APOLINA, et bien d'autres encore vont devenir célèbres dans la région pour leur qualité de coeur et leur détermination au combat.

Chaque matin, une longue caravane de voitures s'ébranle de la Chapelle pour ensuite sillonner les campagnes de la Guadeloupe en débrayant tour à tour ceux qui dans les champs et dans les usines continuent à briser la grève. Sans violence aucune, les non-grévistes comprirent enfin le sens du mouvement.

Les cordons de CRS postés sur les habitations et autour des chantiers ne sauront résister à cette formidable marée humaine surdéterminée par la volonté de ne pas laisser mourir le prêtre et de gagner la grève. Affolé le Pouvoir s'exprima par la voix du préfet LECORNEC qui intimait aux intellectuels et aux étudiants guadeloupéens de ne pas se mêler à la grève des gens de la terre. Ressentie comme une insulte supplémentaire, sa déclaration eut l'effet

contraire : le mouvement s'amplifia et se radicalisa, alors que le soutien de la population s'élargissait de plus en plus.

Les champs s'étaient vidés et les usines tues ; pourtant ni l'Etat ni les usiniers ne consentaient à ouvrir les négociations.

Le 31 mars 1975, dimanche de Pâques, la Chapelle était devenue trop petite pour accueillir les milliers de personnes ayant fait le déplacement. Une première tentative des forces coloniales pour enlever le Père CELESTE et briser le mouvement est intelligemment déjouée. Ce n'était que partie remise. Le lendemain, lundi 31 mars, dès 4 heures du matin, la Chapelle est entièrement encerclée alors que se trouvent rassemblés autour du Père CELESTE 300 à 400 personnes qui, flairant depuis la veille le danger, avaient veillé. A 6 heures, l'assaut est donné par les forces coloniales appuyées par des hélicoptères militaires. Asphyxiés et matraqués, les manifestants et les familles riveraines doivent évacuer les lieux et se disperser dans la nature. Le Père Chérubin CELESTE sera alors enlevé et emmené dans un lieu secret : il continuera de refuser de se nourrir et poursuivra son jeûne.

La tentative du Pouvoir de briser le foyer de résistance se soldait par un échec : d'une part le mouvement de grève se poursuivait, d'autre part, l'opinion publique tant en Guadeloupe qu'au niveau international condamna sans appel cette répression policière. Jusqu'alors discrets, les média finirent par prendre le relai et donnèrent enfin la parole aux grévistes et à la population victime des sévices de la troupe armée.

Il n'y avait pas d'autre issue pour le pouvoir que d'ouvrir deux jours après sans préalable les négociations avec les travailleurs en grève. Dès le début de celles-ci le père estimant que son objectif était atteint, mettait un terme à sa grève de la faim.

Les négociations se dérouleront sans accroc et aboutissent rapidement à la satisfaction des principales revendications des grévistes : le salaire des ouvriers agricoles est aligné sur celui des ouvriers d'usines et augmente d'un seul coup de 20% ; le prix de la tonne de canne est augmenté de 40% et fixé en fonction du prix de revient, même si la méthode de calcul en fonction de la richesse était encore maintenue.

La grève de 1975 s'achevait sur une victoire des ouvriers et des paysans qu'ils partageaient sans égoïsme avec tous les hommes et les femmes de guadeloupe qui avaient soif de justice, de dignité et de liberté.

Bien au delà de la satisfaction des légitimes revendications matérielles, les ouvriers et paysans s'étaient soustraits de l'emprise idéologique des usiniers et des propriétaires fonciers : ces derniers étaient devenus vulnérables aux yeux des ouvriers et des paysans qui avaient le sentiment d'avoir enfin ébranlé la citadelle de l'économie coloniale et du système de plantation hérités de l'esclavage.